

Donko Tigiya Haké

DPI Droits de Propriété Intellectuelle

« Les danseurs de balafon ».

Compte-rendu de l'Atelier sur DPI

Projet FFEM 2 : Gestion Durable de la Biodiversité Agricole au Mali

Bamako.
19-20 octobre 2011

Henri Hocdé
Dominique Dessauw
Cirad Montpellier
Octobre 2011

I) Objectifs	4
II) Programme de l'atelier	4
III) Participants	5
IV) Résultats	6
4.1 Une avancée vers un choix de DPI	6
4.2 Un plan d'action	9
4.3 Un groupe porteur malien DPI reconstitué	10
4.4 Des clarifications d'un certain nombre de concepts	10
4.5 Un poster élaboré en commun et repris	10
4.6 Une première caractérisation de l'abondant matériel génétique utilisé dans les essais conduits dans les champs paysans (et parfois par les paysans)	11
4.7 Les limites de l'efficacité du déroulement pédagogique de l'atelier	17
4.7.1 Le fonctionnement du groupe DPI	17
4.7.2 La composition du groupe malien DPI	18
4.7.3 Une certaine difficulté de rentrer dans le cœur du sujet, pendant l'atelier	18
4.7.4 Atelier révélateur d'une gouvernance insuffisante du FFEM sur la gestion du partenariat	20
V) Annexes	22
<i>Annexe 1. Liste des participants</i>	22
<i>Annexe 2. Le programme proposé initialement</i>	23
<i>Annexe 3. Les activités réalisées depuis l'atelier de janvier</i>	27
3.1 Ce que nous (les participants à l'atelier) avons fait depuis janvier 2011	27
3.2 Quelles questions nouvelles à propos des DPI nous posons-nous depuis janvier ?	28
3.3 Pratiques actuelles d'inscriptions	29
3.4 Conditions à remplir pour être copropriétaire des variétés	32
3.5 Exercice « quel système de protection intellectuelle souhaitons-nous ?	34
3.6 Application de la règle consensuelle de la copropriété sur un cas virtuel de variétés FFEM (Milsorecpa 1)	37
3.7 Evaluation collective orale	39
<i>Annexe 4 : les supports pédagogiques utilisés</i>	40
Annexe 5 Documents en possession du Groupe malien DPI	42

ACRONYMES

SIGLE	Explication
ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (en anglais, Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights : TRIPS)
AMEED	Association Malienne pour l'Eveil et le Développement
AOPP	Association des Organisations professionnelles de Producteurs Mali
CCZ	Comité de Coordination de Zone
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEMAPI	Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COAEVV	Catalogue Ouest Africain des espèces et variétés végétales
COV	Certificat d'Obtention Végétale
D,H,S	Distinctif, Homogène, Stable
DPI	Droit de Propriété Intellectuelle
EJ	Entité Juridique
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid-Tropics
IER	Institut Economie Rurale (Mali)
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (Burkina Faso)
INTSORMIL	International Sorghum and Millet Collaborative Research Support Program
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agricole
MTA	Accord de transfert de matériel (Material Transfer Agreement en anglais)
OAPI	Organisation africaine de la Propriété Intellectuelle
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
TIRPAA	Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture
UPOV	Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales

I) Objectifs

Faciliter l'inscription sur le catalogue variétal malien puis régional et le choix du type de droits de propriété intellectuelle pour les variétés créées collectivement dans le cadre du projet FFEM 2, retenir un statut juridique pour les obtentions issues de création et sélection participative tel est le produit annoncé pour l'activité 5 « DPI et valorisation » du projet FFEM2. La méthode préconisée et retenue passe par la mise en place d'un cadre de concertation entre les ministères de tutelle, les Institutions de recherche et les OP et ONG impliquées dans le projet.

Un premier atelier, réalisé en janvier 2011, d'information/formation de l'ensemble des partenaires (représentants d'organisations de producteurs, chercheurs, ONGs, autorités nationales) sur les DPI¹, avait conclu à la nécessité d'un second atelier quelques mois plus tard dont l'objectif serait de prendre collectivement des décisions sur la base des données collectées pendant l'intervalle de temps.

II) Programme de l'atelier

La journée du 18 octobre a été employée à l'échange d'informations avec le groupe malien DPI et à l'organisation de l'atelier des deux jours suivants.

Jour 1 matin

1. Bilan des activités réalisées depuis l'atelier de janvier 2011
2. Analyse de l'état des lieux dressé par l'équipe nationale malienne sur le cadre réglementaire et législatif en place : textes de loi et règlements nationaux², textes de base (sur UPOV 91, brevets, TIRPAA, autorisation de mise en marché, etc). Identification des questions que cette analyse soulève. Responsables : D. Dessauw et H. Hocdé
3. Résumé des engagements pris par le Mali au travers des Traités internationaux et Conventions (CDB, UPOV, TIRPAA ... mais aussi Accords de libre- échange). Identification des questions que cette analyse soulève Responsables : D. Dessauw et H. Hocdé
4. Application et mise en pratique du cadre réglementaire actuel. Exercice « pratiques actuelles d'inscription ». Voir annexe 3.3

Jour 1 après-midi

1. Recensement des variétés créées (et à venir)
2. Exercice « conditions de légitimité pour être copropriétaire »

¹ Voir rapport de mission de janvier 2011.

² Loi malienne sur les semences végétales de 2010, loi d'orientation agricole, règlement sur les semences de la CEDEAO, de l'UEMOA, du CILS, loi phytosanitaire, loi régionale de protection des droits d'obteneur (OAPI/CEMAPI).

Jour 2 matin

1. Retour sur le bilan global de la veille. Exercice « une idée forte que j'ai retenue »
2. Rappel des conclusions de l'exercice de la veille sur les pratiques d'inscriptions
3. Recueil d'informations rapides sur les modalités d'inscription. En séance plénière
4. Rappel des conclusions des 3 groupes de travail de la veille après midi sur l'exercice « légitimité nécessaire pour être copropriétaire » ... Recherche d'un consensus
5. Application de la nouvelle règle établie sur un cas de variétés FFEM
6. Exercice « quelle Stratégie de DPI nous convient ? »

Jour 2 après-midi

1. Plan d'action
2. Evaluation des 2 jours de l'atelier

III) Participants

Une bonne vingtaine, distribuée de la manière suivante :

Six catégories :

1. Représentants d'OP : 5 (plus un technicien AOPP et chargé communication AOPP)
2. Chercheurs : 4 (IER), 1 (Icrisat/Cirad une journée), 1 Cirad (une journée)
3. ONG : 3
4. Institutions : 2 (CNRA un matin, CEMAPI le 2d jour)
5. Bailleurs de fonds : 1 (première demi-journée)
6. Organiseurs/animateurs : 5 (1 ONG Mali, 1 AOPP, 3 Cirad)

Recherche	OP	ONG	Autres
CIRAD	AOPP central	AMEED	CNRA
IER	AOPP Timinian	GRADECOM	CEMAPI
IER Bamako dont le Point focal TIRPAA ³	AOPP Sikasso		
ICRISAT	AOPP Koutiala		COAP

L'absence d'une personne a été déplorée : un représentant de la CNOP⁴

³ Actuellement, le point focal TIRPAA au Mali est Amadou Sidibe chercheur à l'IER.

⁴ Impliqué dans projet de recherche européen SOLIBAM

IV) Résultats

4.1 Une avancée vers un choix de DPI

A- L'ensemble des participants désire ne pas retenir la situation actuelle « l'informel ». Ils penchent d'abord vers une option inscription au catalogue national et/ou régional (COAEVV), couplée avec une inscription à l'OAPI pour quelques unes de ces variétés. En même temps, tant la recherche malienne (IER) que les OP manifestent un certain intérêt pour la stratégie TIRPAA⁵. Le tableau ci-après rapporte la position des participants (3 groupes de travail) dont le détail se trouve en annexe 3.5

Quelle meilleure stratégie ? : résultats des 3 groupes					
Institutions		Stratégie COV OAPI/UPOV	Stratégie TIRPAA	Stratégie inscription au Catalogue (sans COV)	Stratégie « rester dans l'informel »
OP nationales	AOPP	X	X	X	Retenue par aucun groupe
Recherche	IER	X	X	X	
	CIRAD	X	en appui	XX	
	ICRISAT				
CNRA					
CEMAPI		X		X	
ONG				X	

12

B- L'analyse des pratiques actuelles d'inscription (voir annexe 3.3) et notamment l'expérience d'inscription d'une variété par Icrisat au nom d'autres acteurs de la Recherche (dont l'AOPP⁶), confirmait l'absence d'obstacles théoriques pour présenter une variété à plusieurs co-obtenteurs y compris AOPP. La confusion actuelle sur les conditions économiques (quel cout pour l'inscription ?) et sur la réalisation de tests D,H,S prévue dans un certain futur, facilite ce choix dans la mesure où les obstacles financiers n'existent pas. Enfin, les participants connaissent maintenant les procédures à suivre, les institutions responsables et les personnes en charge des dossiers, les rappels sur les avantages de l'inscription au catalogue (produire de la

⁵ « Inscription au catalogue des espèces et variétés végétales (obligation légale pour pouvoir commercialiser une variété) si la variété ne présente pas une perspective de commercialisation avec retour monétaire très forte. Si la variété a des perspectives de commercialisation et de royalties suffisantes pour financer les coûts élevés des DPI, la variété sera protégée par COV à l'OAPI. Enfin, les lignées intéressantes mais non commercialisables pourront être mis dans le système multilatéral du TIRPAA à disposition des agriculteurs... » relève-t-on dans le compte rendu de l'atelier rédigé par le groupe malien DPI.

⁶ Même si certains membres de l'AOPP participants à l'atelier découvraient avec surprise que le nom de leur institution figurait sur cette inscription à plusieurs.

documentation sur une variété prouve ainsi son existence et freine donc l'éventuelle tentation de tout tiers de vouloir déposer un COV sur cette variété).

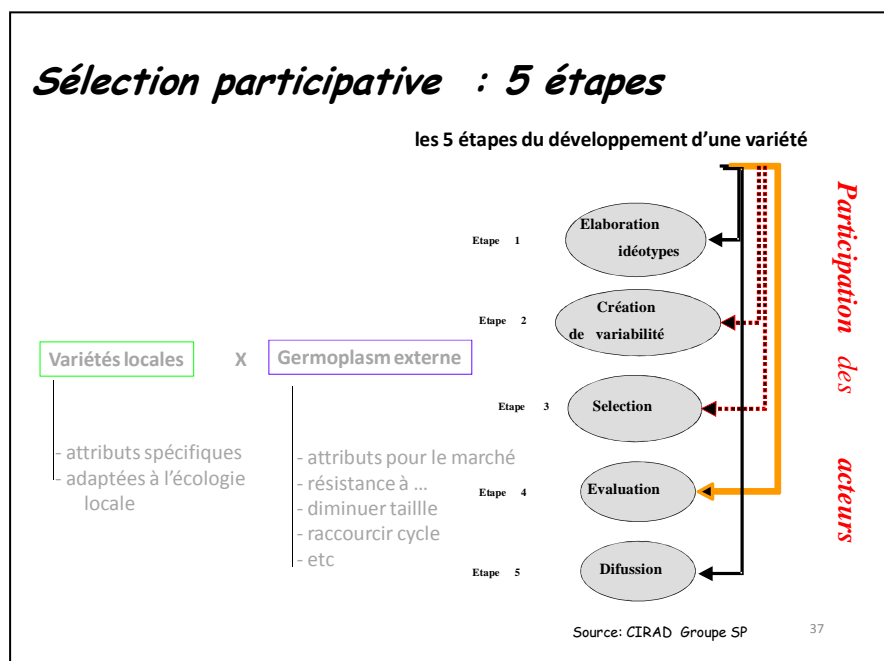
Ceci étant, la décision formelle de le faire n'a pas été entérinée par le groupe à la fin de l'atelier. Le plan d'action final ébauché après l'atelier a inscrit cette démarche⁷.

C- Les participants ont relevé la difficulté de connaître, de façon détaillée, les matériels génétiques du projet FFEM (et surtout leur composition génétique) actuellement dans le pipe line et dont tout le monde espère qu'il en sortira des variétés définitives.

On ne peut être que frappé par la grande abondance et la diversité de matériels génétiques (tant dans leur composition que dans l'origine des parents, voir paragraphe 4.6) que le projet FFEM a installés dans les essais chez les paysans. La communication interne n'étant pas encore le domaine d'excellence du projet⁸, un sérieux travail de recompilation, de synthèse s'impose.

D- Seconde difficulté de taille : la grande majorité de ces matériels arrive chez les paysans au stade F4 ou F6. Jusqu'à ce stade, ils ont été seulement entre les mains de chercheurs (de diverses institutions) qui ont mené leurs travaux, en totale déconnection des paysans impliqués dans le FFEM. La question se pose dès lors de savoir, à quel moment le projet entre réellement dans une phase d'interactions constructives avec les agriculteurs, acquiert une dimension « participative » ? Ou dit d'une autre manière, à quel moment peut-on considérer que le projet se qualifie comme participatif ? Un grand groupe de travail y a répondu en imposant un cadre très contraignant en affirmant que « les partenaires doivent participer dès la phase de définition des critères de sélection des futures variétés (phase 1 du schéma ci-après), en plus de participer aux travaux des phases 3 et 4 » (voir détail en annexe 3.4).

**Schéma
de sélection participative
et ses 5 étapes**



⁷ « Déclencher le processus d'inscription des variétés au catalogue sur une base de copropriétés des variétés » Activité N° 4 du plan d'action. Groupe Mali DPI.

⁸ Il n'est pas rare d'entendre les paysans et/ou conseillers avouer qu'ils ne connaissent pas les variétés mises au point par le FFEM 1 et 2. Ils les utilisent sans connaître leur origine, leur mode de fabrication.

Dit en d'autres termes, si la participation à la définition des critères de sélection doit se faire avant la réalisation des croisements, seule la recherche est propriétaire des variétés issues du projet FFEM au Mali. Si la définition des critères de sélection inclut les critères utilisés à partir de l'évaluation des lignées en milieu paysan (à partir de la F4 ou F5, position du Cirad), alors les organisations paysannes sont copropriétaires des variétés.

En contre point, un groupe proposait « ... à toute institution, à tout paysan ayant participé à au moins une de ces 4 phases.. ». Enfin le dernier groupe considérait que la phase cruciale était l'évaluation du matériel presque fixé ; pour lui, la condition que les partenaires devaient remplir pour être qualifiés de copropriétaires était de participer activement à cette phase.

	Groupe 1			Groupe 2	Groupe 3
	P	Ch	ONG		
	avoir participé à étapes 1+3+4 + avoir fourni des parents			Toute institution ayant contribué à au moins une de ces 4 étapes avec la répartition précisée ci-dessous	Avoir participé à l'étape 4 avec la répartition ci-dessous
Etap 1	XX			Apport intellectuel des chercheurs Apport savoir faire des paysans etc	
Etap 2		XX		Contribution par apport de variétés locales etc	
Etap 3	XX			Mise a disposition des terres, infrastructures, travail etc	
Etap 4	XX	XX	XX	Mobilisation personnes ayant participé aux différents ateliers etc	XXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXX
				Copropriétaires à parts égales	Pondération

La transformation de ces trois options en recommandation consensuelle a été un peu compliquée. Un premier consensus admettant que si un partenaire ayant au moins participé aux étapes 1 et 4 pouvait être considéré comme copropriétaire n'a finalement pas été validé après des tests sur les cas concrets.

Tous les participants se sont alors accordés sur la deuxième étape de la répartition de la copropriété : l'ensemble des copropriétaires sont reconnus sont à parts égales, rejetant ainsi d'autres règles beaucoup plus complexes à mettre en œuvre (par exemple, une répartition de la copropriété en fonction des apports de chacun) voire conflictuelles.

Il n'y a pas de bonne ou mauvaise solution en soi mais une diversité de stratégies possibles en fonction des objectifs poursuivis.

4.2 Un plan d'action

Les participants étaient à deux doigts de fixer pour le groupe malien DPI un plan d'action d'allure très simple (juste 2 points), fixant des produits clairs à fournir au CCN et un délai précis :

1. Enclencher une procédure d'inscription au catalogue national et régional de la COAEVV pour quelques variétés,
2. Faire partager les acquis de ces 2 jours au sein de chaque institution impliquée dans l'Instance de Concertation (et d'autres qui ne le sont pas mais se montrent intéressées). Diffuser informations, réflexions, recommandations.

Un plan qui a le mérite de ne pas se diluer, de dégager clairement à qui le groupe DPI doit rendre compte. Un plan invitant à avancer, et ainsi rattraper le temps perdu.

Ce plan d'action devrait se dérouler sur une période de 4 mois allant jusqu'à la prochaine réunion du CCN ; le groupe DPI l'informerait des difficultés qui entravent son fonctionnement et handicape l'obtention de ses résultats. Le CCN serait invité à se positionner.

Finalement, peu de temps après l'atelier, le groupe malien DPI adoptera le plan d'action suivant :

N°	ACTIVITES	RESPONSABLES	DELAIS
1	Compléter la revue documentaire sur la copropriété variétale ou des obtentions végétales	Oumar COUMARE Oumar SANOGO	Fin Novembre 2011
2	Compléter la liste des variétés du FFEM avec les sélectionneurs du Programme Sorgho	Abocar Boba DAKOUO	Fin Novembre 2011
3	Meilleure fonctionnalité du groupe DPI : <ul style="list-style-type: none">- Faire des communications internes et externes- Utiliser la synergie avec d'autres projets et espaces	Oumar COUMARE	Tout le long du projet
4	Déclencher le processus d'inscription des variétés au catalogue sur une base de copropriétés des variétés	Oumar COUMARE Abocar Boba DAKOUO	Décembre 2011
5	Echanger et valider les options de copropriétés en CCN 2012	Noyau dur DPI	Janvier à Février 2012
6	Faire le relais d'information au niveau des OP de base	Chaque participant	Décembre 2012
7	Remonter les informations de retour au groupe DPI	Chaque participant	Tout moment
8	Elaboration du rapport de la rencontre DPI du 19 au 20 Octobre 2011	Oumar COUMARE Habouré SISSOKO Bougouna SOGOBA	30 Octobre 2011

4.3 Un groupe porteur malien DPI reconstitué

Il est prévu que le groupe actuel constitue le **noyau de base** spécialisé sur cette thématique DPI. Il se chargera de la poursuite des réflexions et décisions relatives au DPI au sein de l'Entité Juridique, se responsabilisera de cette fonction. Ainsi le Mali se forgera progressivement une force de frappe nationale DPI, tout en étant épaulé par des consultants externes (Cirad Montpellier et autres).

4.4 Des clarifications d'un certain nombre de concepts

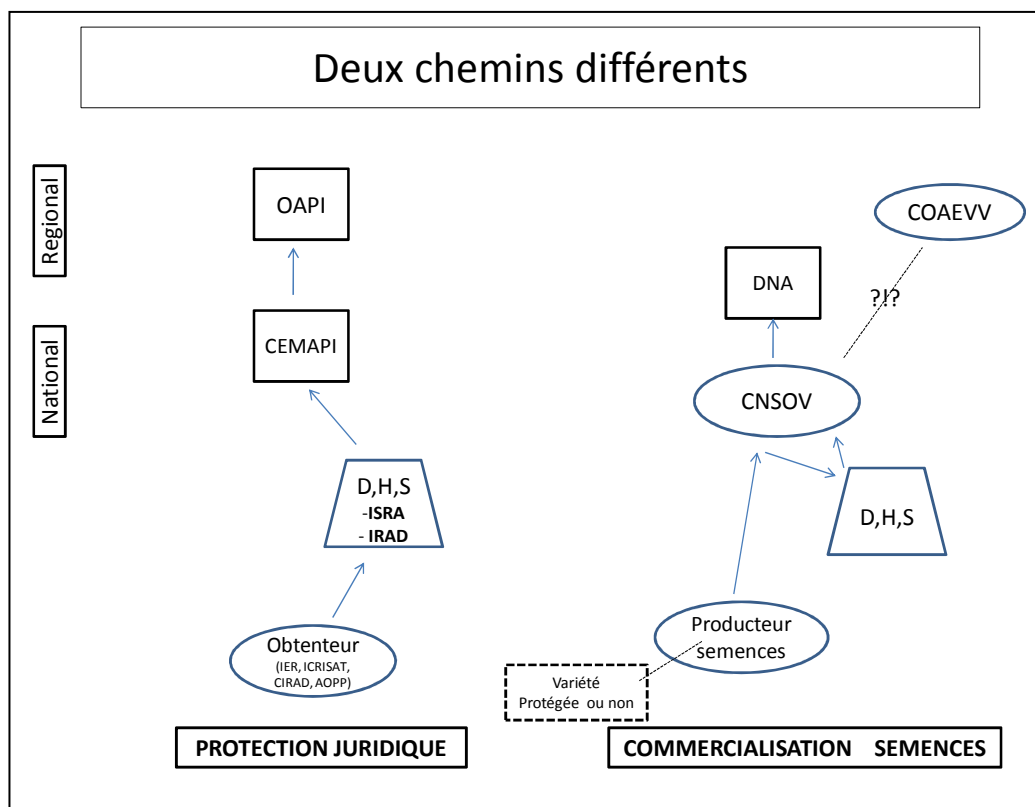
Des notions abordées, en janvier 2011, lors du premier atelier DPI ont été reprises, répondant aux doutes ou incompréhensions des participants. Ce travail de clarification a été signalé par les participants lors de l'évaluation de l'atelier (voir annexe 3.7). Mentionnons, entre autres :

- La notion de propriété (de variétés)
- La différence entre créer/ produire des variétés et produire/multiplier des semences de variétés créées. Ce point était d'autant plus important que les coopératives ont été associées à l'élaboration de la loi semencière du Mali (avec un chapitre sur la défense du patrimoine génétique national⁹). Plus ponctuellement, la coopérative de Sirimina assure chez elle, pour le compte de l'IER, la multiplication de semences de variétés de maïs.
- Et, de ce fait, la différence entre DPI et autorisation de mise sur le marché (repris dans le point suivant 4.5)
- Les avantages et inconvénients des différents traités et conventions internationales
- Le rôle des instances spécialisées (OAPI, Cemapi ...)
- Les conditions d'obtention de COV (coûts, modalités, possibilité de retour économique de l'investissement que représente l'obtention d'un COV, etc).
- Les types de protection des variétés (autres que COV)

4.5 Un poster élaboré en commun et repris

En début d'atelier, il s'est avéré nécessaire de préciser les différences entre la protection des variétés créées et l'autorisation de mise sur le marché des semences et donc des procédures à suivre. Un schéma a été élaboré collectivement intitulé « deux chemins différents ». L'ONG AMEED s'est engagée à le transformer en poster et à le diffuser.

⁹ En 2008, dans le cadre de l'élaboration de la loi semencière, lors d'un atelier national tenu en novembre 2008 sous l'égide du Ministère de l'Agriculture l'AOPP a présenté ses propositions et ses pistes d'orientation par rapport à : i) la production de semences, ii) financement, iii) au renforcement des capacités des acteurs, iv) au renforcement des capacités des producteurs semenciers, v) la conservation, conditionnement et commercialisation des semences, vi) à la protection du patrimoine génétique national (Mémoire AOPP sur les semences 2008).



4.6 Une première caractérisation de l'abondant matériel génétique utilisé dans les essais conduits dans les champs paysans (et parfois par les paysans)

LISTE DES VARIETES PRODUITES DANS LE CADRE DES PROJETS FFEM 1 & 2

Nous avons regroupé l'ensemble des variétés testées ou issues des projets FFEM 1 et 2 en 4 groupes distincts qui rassemblent des lignées (en fin de sélection) ou variétés (en essais avancés) issues du même processus de sélection (même programme de sélection mis en œuvre par les mêmes partenaires à partir d'une série de croisements communs).

Groupe 1 : matériel du Mali provenant de LABOSEP (IER /CIRAD)

Ces lignées sont issues d'un programme de croisements complexes (types pyramidaux) réalisés par le programme commun de sélection IER/CIRAD dans le cadre du LABOSEP. Les sélectionneurs les ont mises en essais paysans participatifs à partir de la F5, parfois jusqu'en F10 pour les plus prometteuses. Les organisations paysannes ont participé à l'évaluation de ces variétés. Ils ont aussi

participé à la définition des objectifs de sélection, dans la mesure où les critères de sélection initiaux ayant évolué au cours de cette phase de sélection, en fonction de l'évolution des contraintes ou des objectifs de production survenus (même si elles n'ont pas été impliquées directement plus tôt en amont, avant les croisements).

33 Variétés élités (Traoré, 2009)					18 nouvelles variétés tardives				
Code Essai	Code génétique	Gen.	Nb. Parents	% de locales	Code Essai	Code génétique	Gen.	Nb. Parents	% de locales
FF 01	G04-2-183 F9-144	F10	14	19	FF 30	G09-1 F4-83	F5	15	79
FF 02	G06-280 F7-70	F8	17	56	FF 31	G09-1 F5-93 B	F6	15	79
FF 03	G06-317 F6-54	F7	16	47	FF 32	G09-9 F5-81 B	F6	18	68
FF 04	G06-330 F6-26	F7	20	44	FF 33	G09-54 F4-42	F5	16	42
FF 05	G07-138 F6-30	F7	17	42	FF 34	G09-56 F4-45	F5	18	35
FF 06	G07-138 F6-31	F7	17	42	FF 35	G09-64 F4-42	F5	17	38
FF 07	G07-138 F6-27	F7	17	42	FF 36	G09-64 F4-45	F5	17	38
FF 08	G07-138 F6-40	F7	17	42	FF 37	G10-7 F5-31	F6	18	68
FF 09	G07-151 F6-9	F7	16	21	FF 38	G10-7 F5-32	F6	18	68
FF 10	G07-154 F6-29	F7	14	19	FF 39	G10-7 F5-33	F6	18	68
FF 11	G07-154 F7-48	F8	14	19	FF 40	G10-18 F4-11	F5	10	40
FF 12	G07-154 F7-45	F8	14	19	FF 41	G10-21 F4-11	F5	11	40
FF 13	G07-154 F7-45	F8	14	19	FF 42	G10-38 F4-35	F5	18	35
FF 14	G07-154 F7-46	F8	14	19	FF 43	G10-38 F4-36	F5	18	35
FF 15	G08-23 F5-11	F6	18	75	FF 44	G10-38 F4-37	F5	18	35
FF 16	G08-64 F5-26	F6	19	57	FF 45	G10-52 F4-9	F5	16	23
FF 17	G08-73 F5-77	F6	21	43	FF 46	G10-38 F4-41	F5	18	35
FF 18	G08-73 F5-117	F6	21	43	FF 47	G10-32 F4-6	F5	18	35
FF 19	G08-73 F5-117	F6	21	43					
FF 20	G08-77 F5-12	F6	17	31					
FF 21	G08-73-0 F5-79	F6	21	43	FF 49	Kkni	>F10	17	35
FF 22	G08-73-0 F5-137	F6	21	43					
FF 23	G08-87 F5-24	F6	15	9					
FF 24	G08-87-0 F5-27	F6	15	9					
FF 25	G08-95 F5-26	F6	18	35					
FF 26	G08-95 F5-35	F6	18	35					
FF 27	G08-95 F5-39	F6	18	35					
FF 28	G08-95 F5-40	F6	18	35					
FF 29	G08-95 F6-0	F7	18	35					

Pour comprendre le tableau, nous explicitons deux cas :

1. la lignée FF 02 a été testée dans le cadre du projet FFEM entre la F5 et la F8 (stade où elle est actuellement). Elle est issue d'un croisement complexe comprenant 17 parents différents d'origines diverses, utilisés une fois ou plusieurs fois comme parents. Au final, 56 % des parents sont des variétés locales.
2. de même, la lignée FF 23 est au stade F6 et est issue de croisements entre 15 parents différents utilisés une ou plusieurs fois et dont au final 9 % sont d'origine locale malienne.

Groupe 2 : matériel du Mali provenant du Programme National Sorgho de IER, dérivé de N'Tenimissa (provenance Ethiopie) par Séguetana ou de Tiémarifing avec 30% de variétés locales

Ce matériel est issu du programme de sélection de l'IER et a été testé par les organisations paysannes à partir de la F4 ou la F5. Les organisations paysannes ont donc participé à l'évaluation du matériel végétal et à la définition des objectifs de sélection retenus pour cette phase essentielle du processus de sélection (même si la création de ce matériel n'a pas été réalisée dans le cadre du FFEM, mais est un apport de l'IER au projet).

N°	code génétique	Génération
1	09-BE-GI-101-2	F6
2	010-BE-F4PDT-34-3	F4
3	09-CZ-F5P-77	F5
4	09-BE-F5P-35	F5
5	04-CZ-F5DT-47-2	F5
6	04-CZ-F5DT-52	F5
7	08-CZ-F5P-11	F5
8	06-SB-F4DT-15	F5
9	010-SB-GIDT-224	F5
10	09-BE-GI-101-1	F5
11	04-SB-F5DT-365	F5
12	010-SB-GIIDT-110	F7
13	010-SB-GIIDT-405	F7
14	08-KO-F5DT-105	F5
15	010-SB-GIIIDT-306	F8
16	010-KI-GI-635	F6
17	07-SIR-F5T-9	F5
18	010-KI-GIII-V6	F8
19	08-FA-F5T-6-2	F5
20	09-KI-F5T-19	F5
21	09-KI-F5T-119	F5
22	09-KE-F5T-115	F5
23	09-KE-F5T-105	F5
24	00-SB-F5DT-427 = <i>SIK6</i>	
25	Grinkan	➤F10
26	Tiandougou = frère de Grinkan	➤F10
27	Tiandougou Koura = frère de Grinkan	➤F10

Groupe 3 : matériel fourni par ICRISAT

Ici sont regroupées les lignées ou variétés testées dans le cadre du projet FFEM, fournies par l'ICRISAT mais dont la propriété ne peut être revendiquée par les partenaires du projet FFEM (matériel provenant de prospections ou variétés locales déjà existantes).

Nom	Pays d'origine	Participants création matériel initial Ou fournisseur du matériel	Commentaires
Yalama	Mali	Icrisat/IER + 2 producteurs	
35894-1	Inde	Icrisat/IER/Cirad	
IS23566	Ethiopie	Icrisat	prospection
IS15401(Soumalemba)	Cameroun	Icrisat/Cirad	prospection
Doua-G	Mali	Icrisat/IER/Cirad/FFEM1	écotype = variété locale
Lata 3	Mali	Icrisat/IER + 1 paysan	sélection paysanne dans population

Groupe 4 : matériel provenant du Burkina Faso issu du projet FFEM1 ou autre projet (Icrisat/Inera/Cirad/OP BF)

Ce matériel n'est pas originaire du Mali mais provient essentiellement de la sélection participative appliquée lors du projet FFEM 1 au Burkina Faso et est donc un résultat du projet FFEM. Ces matériels (dont certains sont des écotypes) ne peuvent être la propriété des partenaires actuels du projet FFEM 2 Mali.

test variétal 2011	donateur/ sélectionneur	projet/ institution	organisation Paysanne	structure variétale	pedigree/description	pop. de base	commentaires
		(provenance semences)					
Tominian							
Kazin – miga (gr rouge)	Ouédraogo Tiga	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	écotype	multiplié et purifié à Saria (BF) et Samanko (Mali)		N'est pas issu d'une banque de gène internationale
PBE 04- X11/1-1S-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S3	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Saia (CRREA INERA), sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PBE 04- X7/1V-1S- 2-2	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Velia (Boulkiemdé) sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 et S4 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PSR 03/42R-1- 2-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea/caudatum (PSR) à Raguitenga, sélection S1 à S3 à Saria (CRREA INERA)	97SP2	Lignée sélectionnée
PSR 03/ 1R-3-1S-2	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	Lignée S4	sélection paysan dans une population à base des variétés guinea (PSR) à Raguitenga (Sanmatenga), sélection S1 à Saria (CRREA INERA), sélection S2 à Sirguin (Sanmatenga) sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	97SP2	Lignée sélectionnée
PSR 03/77Z-3- 2-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PSR) à Zikiemdé (Sanmatenga), sélection S1 à S3 à Saria (CRREA INERA)	97SP2	Lignée sélectionnée

test variétal 2011	donateur/ sélectionneur	projet/ institution	organisation Paysanne	structure variétale	pedigree/description	pop. de base	commentaires
PBE 04- X2/1-1S-1- 1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Saria (CRREA INERA), sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 et S4 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PBE 04- X7/1V-1S- 2-3	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Vélia (Boulkiemdé) sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 et S4 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PSR 03/ 3R-2-1S-2	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	Lignée S4	sélection paysan dans une population à base des variétés guinea (PSR) à Raguitenga (Sanmatenga), sélection S1 à Saria (CRREA INERA), sélection S2 à Sirguin (Sanmatenga) sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	97SP2	Lignée sélectionnée
BC1 F3 Wila Si- 2/5-1-2	Kirsten	INERA/CIRAD (FFEM)	-	Lignée S3	croisement entre variété locale Wila de Sirguin (Sanmatenga) et la population 97SP2	97SP2	Lignée sélectionnée
Koutiala							
PSR 03/83Z-3- 1-2	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	ADRK	Lignée S3	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PSR) à Zikiemdé (Sanmatenga), sélection S1 à S3 à Saria (CRREA INERA)	97SP2	Lignée sélectionnée
PME 05/ 75-1K-1L- 1Sa	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	UGCPA	Lignée S3	sélection paysan dans une population à base des variétés guinea (PME) au Boucle du Mouhoun, sélection S1 à Kéra, sélection S2 à Lekuy sélection S3 à Sanaba	VL89	Lignée sélectionnée
PBE 04- X7/1V-1S- 2-2	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S4	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Vélia (Boulkiemdé), sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 et S4 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PBL 06N°3/1-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM, PROMISO1)	Tega Wende/PDRD	Lignée S1	sélection paysanne dans une famille F1 (Vrac F1DF: [BC1 Sariaso 14 x B1-5] xPBL) à Bargo (Arbolé)	VL89/ 97SP2	Lignée sélectionnée
PBE 04- X7/1V-1S-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	Tega Wende	Lignée S3	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Vélia (Boulkiemdé), sélection S2 à Somé (Boulkiemdé) sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PBL 06N°5/1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM, PROMISO1)	Tega Wende/PDRD	Lignée S1	sélection paysanne dans une famille F1 (Vrac F1DF: [BC1 N°783 x B3-4 Vrac] xPBL) à Bargo (Arbolé)	VL89	Lignée sélectionnée

test variétal 2011	donateur/ sélectionneur	projet/ institution	organisation Paysanne	structure variétale	pedigree/description	pop. de base	commentaires
PME 04/ 29-1L-1B-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	UGCPA	Lignée S3	sélection paysan dans une population à base des variétés guinea (PME) au Boucle du Mouhoun, sélection S1 à Lekuy sélection S2 à Barakuy sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
Gnossiconi	choisi par producteurs de Sanaba et Lekuy	INERA/CIRAD (FFEM)	UGCPA	variété population	écotype		vulgarisée au Burkina et au Mali
Sikasso							
PBE 05/ 36-2P-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM, MCKnight)	Tega Wende	Lignée S2	sélection paysanne dans une population à base des variétés guinea (PBE) au Boulkiemdé, sélection S1 à Pouni (Sanguié) sélection S2 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée
PME 04/ 29-1L-1B-1	plusieurs producteurs et sélectionneurs	INERA/CIRAD (FFEM)	UGCPA	Lignée S3	sélection paysan dans une population à base des variétés guinea (PME) au Boucle du Mouhoun, sélection S1 à Lekuy sélection S2 à Barakuy sélection S3 à Saria (CRREA INERA)	VL89	Lignée sélectionnée

4.7 Les limites de l'efficacité du déroulement pédagogique de l'atelier

L'atelier a guidé la réflexion collective d'un public hétérogène et très asymétrique (quant à la maîtrise de l'information relative au sujet traité) vers des positions consensuelles afin de prendre des décisions sur des bases solides. L'essai reste néanmoins à transformer ; il le sera sans doute.

Les analyses suivantes tentent d'examiner les raisons des limites observées

4.7.1 Le fonctionnement du groupe DPI

Avant l'atelier. La période inter-ateliers DPI (janvier-octobre) a été marquée par un très net déséquilibre dans l'investissement en travail entre la partie Cirad et la partie malienne de ce volet 5.2 du FFEM. Autrement dit, une inversion des tâches. Les premiers, censés intervenir en appui aux seconds, se sont trouvés finalement en position de porteurs (à bout de bras, parfois) de l'activité DPI. Le décès du coordinateur de l'activité, Mamoudou Togo et son remplacement tardif ont beaucoup retardé le déroulement des activités prévues et expliquent, en partie, ce déséquilibre relevé dans l'évaluation finale (voir annexe 3.7).

Pendant l'atelier. On a noté la difficulté du groupe DPI malien à jouer intégralement sa fonction. Deux exemples pour illustrer. Il était censé : i) porter les travaux de la 1^{ère} demi-journée et notamment toutes les nouvelles questions émergentes, ii) piloter en fin d'atelier la session « plan d'action ». L'action menée a été laborieuse.

4.7.2 La composition du groupe malien DPI

Initialement le groupe était conçu pour être une force de frappe opérationnelle, chargé d'instruire le dossier DPI, de le porter, de le faire avancer afin de faire mûrir l'idée d'un cadre de concertation opérationnel, en appui à l'animateur principal de l'activité 5 du projet FFEM 2. Sa composition peut conduire à une lecture différente.

L'atelier a été l'occasion de connaître sa composition réelle. Sept membres le composent : i) 5 sont de l'AOPP (4 responsables d'OP régionales élus et un technicien), 1 de l'IER et 1 de l'ONG Gradecom. Or ces 4 responsables agricoles sont les mêmes personnes que l'on retrouve dans les autres instances de gouvernance du FFEM 2, à savoir les CCZ et CCN. Il s'en dégage une certaine confusion sur les rôles et fonctions¹⁰ pour ne pas dire une confiscation de certains postes. Ils pourraient être vus comme des lieux de pouvoir bien plus que comme des postes produisant de l'information et, de fait, consommateurs de temps, exigeant en investissement personnel pour y conduire un travail passionnant certes mais effectif et parfois ardu (aller à la pêche des textes règlementaires, les lire, les analyser, en faire une synthèse pour nourrir les discussions qui conduiront à des décisions, prendre contact avec des institutions comme le Cemapi, la DNA, le Ministère de l'agriculture, sans oublier les responsables DPI des institutions de recherche,...). Soyons patients ; le temps leur donnera l'occasion de faire leurs preuves jusqu'à la prochaine échéance, la tenue du 1^{er} CCN de 2012.

4.7.3 Une certaine difficulté de rentrer dans le cœur du sujet, pendant l'atelier

L'absence d'autodiscipline et de rigueur. Si l'on peut se libérer seulement 2 jours et si l'on veut conduire les réflexions pendant ces 2 jours de façon participative c'est-à-dire en optimisant les interactions entre les participants, alors il faut s'en donner les moyens. Répondre à un appel téléphonique juste au moment où les échanges battent le plein et sortir de la salle dans l'intention louable de ne pas gêner l'auditoire devient assez rapidement non fonctionnel si, de surcroît, en même temps on témoigne une certaine exigence pour ne pas dépasser les horaires de fin de journée. On pourra toujours, par ailleurs, revendiquer les notions de responsabilité ...

La discussion centrale de l'après midi du premier jour portait sur les conditions qui confèrent la légitimité du titre de copropriétaire. Autant la discussion sur les grands principes (œuvrer ensemble, travailler dans la transparence, l'écoute des autres, partager les responsabilités, négocier etc - voir annexe 3.5 -) se met en place avec une facilité déconcertante, autant la tentative de les traduire en termes opérationnels trébuche aisément. Pour avancer, décision était prise de s'appuyer sur du concret, et donc des variétés (finies ou en cours de création) concrètes. Au lieu de se concentrer sur la question des critères à remplir pour justifier la position de copropriétaire on se laisse aller à des discussions sans fin sur la provenance précise de variétés locales (voir précédemment).

¹⁰ Au moment de se présenter lors de la réunion préparatoire de l'atelier sur DPI, les représentants des OP annoncent qu'ils sont agriculteurs ayant « un champ préliminaire » (i-e conduisent des types d'essais du projet) et passent sous silence le fait qu'ils sont membres du groupe DPI. Comment interpréter cette donnée ?

Finalement, les participants arrivent à dégager un consensus sur les conditions qui donnent le statut de copropriétaire. Trois options sont présentées (voir annexe 3.4) : une première très contraignante, une seconde très ouverte, une troisième bien ouverte. Au lieu de choisir la seconde et troisième option, OP et ONG s'enfilent dans une option plus contraignante et où surtout l'un des critères souffre d'imprécision pénalisante « que signifie participer à l'étape N°1 ¹¹? ». Pour avancer un exercice concret est proposé. Sur un même sujet, 2 groupes sortent 2 conclusions différentes sur les conditions que les participants viennent de se donner pour être copropriétaire. On se rend compte que 3 interprétations différentes sont données au terme « participer à l'étape de définition des objectifs de sélection ». Et plutôt que de trancher sur la question, les participants ne prennent aucune position. Comme s'ils remettaient à plus tard ! On pouvait arriver à trancher sur le moment ; à deux conditions : i) se donner le temps pendant l'atelier (c'est-à-dire travailler plus d'1.5 jour) ou sinon ii) avoir anticipé (c'est-à-dire avoir travaillé la question avant l'atelier)¹².

Les produits de ces 2 jours de travail collectif de l'atelier auraient pu être amplifiés si :

1. Le groupe malien porteur du thème DPI avait réellement joué le rôle qu'il s'était assigné en janvier 2011.

Le décès très regrettable en mai 2011 du responsable et porteur malien de ce groupe, Mamoudou Togo (q.e.p.r.) a handicapé, sans aucun conteste, les actions de ce groupe. Mais il ne permet guère d'expliquer son inactivité pendant la période février-avril et sa faible réactivité pour la période août-septembre.

Des exemples pour illustrer : i) les actes de l'atelier DPI de janvier ont été insuffisamment mis en circulation et du coup, peu de participants de l'atelier d'octobre les ont lus ; ii) les textes règlementaires (loi et décret sur l'organisation de la production de semences, envoyés par le Cirad ont été peu lus) ; iii) pas de réactions de fond sur la proposition de programme de l'atelier d'octobre envoyé par le Cirad le 3 octobre.

De ce fait, peu de personnes concernées à un titre ou à un autre par le thème DPI du projet FFEM 2 ont envoyé au groupe DPI des documents d'utilité (comme par exemple le manuel de procédures pour la production de semences).

2. L'insuffisant investissement, côté malien, de la préparation de cet atelier. Certes la journée du 18 octobre a été consacrée, à l'AOPP, à une discussion de ce qui allait être fait pendant les deux jours suivants. Mais s'y prendre la veille ne permet guère de parer à tous les manques générés par cette absence de réactivité. Par exemple, ce n'est la veille que l'on décide d'inviter une personne, un représentant d'une institution ou d'une OP à cet évènement.

¹¹ Dont une des conséquences est leur propre disqualification pour la copropriété des variétés.

¹² L'option la plus pertinente était « le fait pour un paysan ou une organisation de producteurs d'être entré dans le schéma de création d'une variété sorgho au stade F5 lui confère la possibilité d'être copropriétaire ». En effet, en F5 nous sommes en fin de ségrégation, et donc avant la phase d'évaluation de matériel fixé. L'agriculteur, de ce fait, apporte un travail, une contribution concrète à l'activité de création, que personne ne peut contester.

On ne le répètera jamais assez, on n'organise pas un atelier en soi ou *per se*. Un atelier n'est qu'une activité, parmi d'autres, concourant à la poursuite d'objectifs précis et clairs. Il s'inscrit dans un enchaînement d'étapes qui s'emboîtent les unes dans les autres. La conception de l'architecture d'un atelier, la définition de son contenu se base, en conséquence, sur les résultats auxquels les organisateurs souhaitent voir le groupe de participants arriver en fin d'atelier. Il faut donc s'y préparer (exemples : i) quelle articulation entre la mise sur pied d'un plan d'action et la synthèse des réflexions conduites pendant 1.5 jour ? ; ii) Quelles responsabilités conduites dans l'atelier par le groupe malien porteur du thème DPI ? Quel équilibre entre les divers animateurs ?)

4.7.4 Atelier révélateur d'une gouvernance insuffisante du projet FFEM sur la gestion du partenariat

Ceci dit, l'atelier mettait le doigt sur un thème clé, extrêmement stratégique, les conditions que les participants du projet FFEM se donnent pour se qualifier ou qualifier quelqu'un comme copropriétaire d'une variété ? C'était, d'une manière détournée (et en général peu pratiquée de cette façon), réinterroger le sens réel, pratique et profond de la notion de partenaire, de « participatif ». Quelles conditions faut-il remplir pour acquérir la légitimité de partenaire/propriétaire, pour que l'autre me voie comme un ayant droit à ce titre de copropriétaire ? A partir de quel moment, de quelle activité, de quel engagement, considère-t-on que « nous sommes réellement dans du participatif », que l'autre peut revendiquer la notion de copropriétaire du produit que plusieurs sont en train de confectionner, bien entendu pour le bien des paysans ?

Poser cette question, c'est mettre en évidence des conséquences que traînent FFEM 2 et 1 sur un certain dysfonctionnement de la gouvernance des dispositifs de partenariat, sur l'insuffisance d'une réflexion collective sur le statut de partenaires réels, sur la définition de sélection participative et sur le fonctionnement de ce dit partenariat.

Dialogues FFEM (presque) imaginaires

Dialogue N° 1

- Chercheur s'adressant à un paysan « *la variété que je suis en train de créer, je te la passe dans ton champ pour que tu voies si elle te convient et regarder ses imperfections afin de faire ensuite ce qu'il faut pour obtenir une variété qui te convienne ...* »
- Paysan: « *je suis d'accord. Je pourrais donc être un peu propriétaire de la variété nouvelle* »
- Chercheur: « *Non. C'est la Recherche qui est le propriétaire....* »

Dialogue N° 2

- Chercheur s'adressant à un paysan « *nous faisons une prospection de variétés locales pour créer de nouvelles variétés qui conviendront mieux aux paysans. Est-ce que vous avez des variétés intéressantes que nous n'avons pas et que vous pourriez nous donner ? ...* »
- Paysan: « *je suis content de votre visite... Oui bien sûr nous en avons ... regardez et prenez quelques panicules* »
- Chercheur: « *Merci beaucoup* »
- Paysan « *dans la variété nouvelle que vous allez créer, je serai alors un peu propriétaire, non?*
- Chercheur: « *Pourquoi ? Les variétés locales, c'est un bien public, non? C'est le patrimoine génétique national, non ?* ¹⁹

ires

V) Annexes

Annexe 1. Liste des participants

	Prénoms	Noms	Provenance	Institution
1	Bougouna	Sogoba	Koutiala	AMEED
2	Fousséni	Dembélé	Sikasso	GRAADECOM
3	Oumar	Sanogo	Sikasso	GRAADECOM
4	Habouré	Sissoko	Bamako	AOPP
5	Jean	Coulibaly	Ségou	AOPP
6	Moustapha D.	Berthé	Koutiala	Motorisé Kla-AOPP
7	Boba A. N.	Dakouo	Tominian	AOPP
8	René	Koné	Tominian	UACT-AOPP
9	Oumar	Coumaré	Bamako	AOPP
10	Drissa	Sangaré	Sikasso	Motorisé Kléla-AOPP
11	Mamoutou	Traoré	Bamako	AOPP
12	Chiaka	Diallo	Bamako	IER
13	Dembélé A.	Rejane	Bamako	CNRA
14	Harouna	Coulibaly	Bamako	IER
15	Abdoul Karim	Traoré	Bamako	IER
16	Amadou	Sidibé	Bamako	IER/URG
17	Siaka	Sanogo	Bamako	CEMAPI
18	Mohamed L.	Makalou	Bamako	AFD
19	Dominique	Dessauw	Montpellier	CIRAD
20	Thierry	Leroy	Montpellier	CIRAD
21	Henri	Hocde	Montpellier	CIRAD
22	Kirsten	Vom Brocke	Bamako	ICRISAT/CIRAD
23	Gilles	Trouche	Montpellier	CIRAD
24	Timothée	Guindo	Bamako	COAP

Annexe 2. Le programme proposé initialement

Atelier DPI Bamako Projet FFEM ; oct 2011

- Proposition de programme d'activités -

Antécédents

S'inscrit dans l'activité 5 « DPI et valorisation » du projet FFEM 2 et prolonge l'atelier de janvier 2011

Objectifs de l'atelier

- i) faciliter l'inscription des obtentions végétales issues de création et sélection participative des projets FFEM 1 et FFEM 2 sur le catalogue variétal
- ii) parvenir à ce que l'ensemble des partenaires se mettent d'accord sur la copropriété de ces obtentions
- iii) définir le type de droits de propriété intellectuelle et mode de protection qui sera demandé par l'Entité Juridique au nom des copropriétaires, variété par variété, pour toutes les variétés créées collectivement dans le cadre du projet FFEM
- iv) préparer l'argumentaire à faire remonter auprès des responsables de diverses instances (CNRA, OAPI, CEMAPI, Ministère agriculture, Environnement etc) concernant les ajustements nécessaires à réaliser dans les réglementations en place (système UPOV, TIRPAA ou *sui generis*), afin qu'elles répondent le mieux possible aux droits des agriculteurs et des communautés rurales¹³.

Jour 1 matin

- 1- Analyse de l'état des lieux dressé par l'équipe nationale malienne sur le cadre réglementaire et législatif en place : textes de loi et règlements nationaux¹⁴, textes de base (sur UPOV 91, brevets, TIRPAA, autorisation de mise en marché, etc). Identification des questions que cette analyse soulève. **Responsable : noyau central du groupe DPI**
- 2- Résumé des engagements pris par le Mali au travers des Traités internationaux et Conventions (CDB, UPOV, TIRPAA ... mais aussi Accords de libre- échange). Identification des questions que cette analyse soulève **Responsable : noyau central du groupe DPI**
- 3- Application et mise en pratique du cadre réglementaire actuel. Voir en annexe Exercices N° 1 et N° 2
- 4- Analyse de la façon dont cette collecte d'informations a été partagée, discutée, débattue, échangée au sein de différentes équipes concernées par la propriété intellectuelle des nouvelles variétés créées. Identification de l'information manquante et des questions que cette analyse soulève. **Responsable : noyau central du groupe DPI**

¹³ Par exemple, une des conclusions de l'atelier de janvier 2011 proposait d' «approfondir, creuser la proposition du groupe porteur DPI « aider à la mise en œuvre du TIRPAA au Mali pour les cultures sorgho et mil ? » Quelles activités, quelles conditions et conséquences ? »

¹⁴ la loi malienne sur les semences végétales de 2010, la loi d'orientation agricole, le règlement sur les semences de la CEDEAO, celui de l'UEMOA, celui du CILLS, la loi phytosanitaire, la loi régionale de protection des droits d'obtenteur (OAPI/CEMAPI).

5. Bilan-Analyse de la compréhension collective de la question DPI

Questions de clarification souhaitées, à partir :

- i) des réponses aux 4 points précédents
- ii) la lecture du document « Donko Tigiya Haké » de janvier 2011
- iii) des exercices pédagogiques N° 3 et 4 (voir annexe)

Jour 1 après-midi

- 3. Recensement des variétés créées (et à venir)
- 4. Analyse de l'état des lieux sur les variétés (issues de sélection participative) disponibles, variété par variété¹⁵. DECIDER du statut DPI par variété (cas par cas)
- 5. Et établissement des copropriétés entre partenaires

Jour 2 matin

Poursuite des activités listées en jour 1 après-midi

Jour 2 après-midi

Plan d'action. A titre d'exemples :

- 3. Définir le démarrage (ou poursuite) de la mise en œuvre de la stratégie de protection adoptée et premières démarches (par ex. entamer une procédure d'inscription au catalogue national et de protection auprès de Cemapi/OAPI pour quelques variétés, ..)
- 4. Faire partager les acquis de ces 2 jours au sein de chaque institution impliquée dans l'Instance de Concertation (et d'autres qui ne le sont pas mais se montrent intéressées).
- 5. Promouvoir une compréhension commune sur les enjeux spécifiques propres aux RPGAA liés au Traité international (en particulier la question des droits des agriculteurs) et sur la façon dont il doit/peut être mis en œuvre au Mali
- 6. Programmer les activités à conduire en 2012 (information, formation, mise en œuvre..).

Participants

Chaque partenaire du projet envoie au moins un responsable qui soit en mesure de prendre la décision pour son Institution concernant la copropriété et la DPI qui sera retenue. Il s'agit d'un atelier de décision renforcée par un peu de formation. Proposition de participants:

Recherche	OP	ONG	Autres
CIRAD	AOPP central	AMEED	CNRA
IER Cinzana	AOPP Timinian	GRADECOM	CEMAPI
IER Bamako	AOPP Sikasso		
ICRISAT	AOPP Koutiala		COAP
	CNOP ¹⁶		Point focal TIRPAA ¹⁷

¹⁵ Faire le point complet et exhaustif de toutes les variétés sorties ou en cours de création dans le cadre du projet et considérées comme résultats des projets FFEM1 comme FFEM2. Pour chaque variété ou travail de sélection en cours, déterminer les apports en matériel végétal pour créer la variété, en personnel (temps), en biens physiques ... faire aussi une proposition simple de répartition de la copropriété lors de l'atelier.

¹⁶ Impliqué dans projet de recherche européen SOLIBAM

¹⁷ Actuellement, le point focal TIRPAA au Mali est Amadou Sidibe chercheur à l'IER.

Exercice N° 1 : Bilan de la situation actuelle :

- a. Mécanismes, modalités d'inscription au Mali. circuit exact, les procédures à suivre.
- b. Utilisation de l'outil SMTA du TIRPAA au Mali. Qui l'utilise ? Quels enseignements ? Quelles leçons ?
- c. Pratique actuelle au Mali de la demande de COV ? Qui l'utilise en plus de l'IER ? Quels enseignements ? Quelles leçons ? Comment l'IER va-t-il financer le paiement de la taxe annuelle de maintien du COV ?

Exercice N° 2 : Travail d'inscription déjà réalisé au Mali

Fin 2007, 58 variétés sorgho et 25 mil ont été inscrites au catalogue COAEVV au nom du Mali. Le COAEVV est un catalogue CEDEAO qui autorise la mise sur le marché des variétés enregistrées (ce qui est différent de la protection octroyée par l'OAPI qui délivre les COV et concerne donc les DPI).

On lit dans le COAEVV que Icrisat a inscrit des variétés sorgho et mil. Ici, on s'intéresse aux modalités d'inscription. Parfois, Icrisat inscrit en son seul nom, parfois en tandem Icrisat/IER ou Icrisat/Cirad ou Icrisat/Inera, parfois en trio Icrisat/IER/ Cirad. Quels avantages voit-on dans ces inscriptions à 2 ou 3 noms ? Quelles conditions ou complications au moment de faire cette inscription ? Quel coût ? Quand différents obtenteurs s'associent, quelle règle du jeu adopter ? Quels enseignements en dégager ? Quelles recommandations émettre pour améliorer l'efficacité de FFEM 2 ?

Icrisat a inscrit en trio ICRISAT/IER/AOPP 4 variétés (Kalaban en 2004 et Boboje, Nafalen, Toroba en 2005). Pourquoi ? Quels avantages ? Quel coût ? Est-ce habituel d'inscrire avec un partenaire OP ? Quels enseignements en extraire ? Quelles recommandations ? Est-ce envisageable à terme une inscription à 4, Icrisat/Cirad/IER/AOPP ?

Exercice N° 3 : Mise en application

Une coopérative malienne, Ravinima, veut produire et multiplier des semences de variétés considérées comme plus productives ; plus précisément elle choisit la variété Milsorrecpa 24. Elle est un des résultats de sélection variétale participative. Le déposant légal de cette variété Milsorrecpa 24 est l'IER au nom de l'Entité Juridique (celle-ci connaît la liste de ceux qui ont contribué à la création de cette variété, tant institutions de recherche que paysans et professionnels). La coopérative de semences est agréée auprès du Ministère de l'Agriculture comme agent pouvant multiplier des semences.

- i) Pour commercialiser Milsorrecpa 24, celle-ci doit être inscrite au catalogue national et/ou régional (COAEVV). A votre avis, qui doit se charger de l'inscrire ? Qui devrait/pourrait prendre en charge les frais d'homologation des critères D,H,S et VAT ?
- ii) Afin de pouvoir commercialiser Milsorrecpa 24, la coopérative Ravinima devra obtenir l'accord de l'obteneur, IER/EJ ; ils vont négocier qu'une compensation financière soit versée, retourne à l'obteneur. A votre avis, quels critères devraient constituer la base de ces négociations ? Combien, quel montant financier demander ?

- iii) Si l'on change le cas de figure et qu'on se met dans une situation où la coopérative veut commercialiser des variétés paysannes. Que signifie « valorisation de variété paysanne » dans le système formel ? Pour la commercialiser dans le système légal, elle doit être inscrite au COAEVV. Pour cela elle doit satisfaire aux critères D,H,S alors que les variétés paysannes sont souvent variables (non homogènes) et VAT (Valeur Agronomique et Technologique, c'est-à-dire que les nouvelles variétés doivent être plus performantes ou apporter une caractère particulier) . Comment sortir de cette impasse ?

Exercice N° 4 : Connaissance des points de vue d'institutions maliennes (et externes) sur les diverses stratégies d'accès et partage des avantages des variétés issues de sélection participative

Institutions		Stratégie OAPI/UPOV	Stratégie TIRPAA	Stratégie inscription au catalogue ¹⁸	Stratégie « rester dans l'informel »
Les OP nationales	AOPP				
	CNOP				
Recherche	IER				
	CIRAD				
	ICRISAT				
Ministères	CNRA				
CEMAPI					
ONG					

Le groupe de travail remplit la grille en répondant à la question « de quelle manière, à votre avis, chaque institution concernée (colonne de gauche) estime que les systèmes de régulation existants (ligne horizontale supérieure) favorisent l'accès des agriculteurs aux variétés issues de sélection participative et le partage des avantages issus de l'utilisation de ces variétés? »

Ce premier aperçu, même grossier, permettrait de : i) savoir qui sait quoi sur les autres partenaires, ii) identifier des points « vides », où l'on sait insuffisamment.

¹⁸ Permettant à la variété d'être notoirement connue et de ne pas être soumis par un tiers à une demande de protection par COV. Cette stratégie ne coûte rien puisqu'il faudra inscrire les variétés pour les cultiver et favorise l'accès des agriculteurs à ces variétés. Après il faut une stratégie commerciale pour avoir un retour monétaire

Annexe 3. Les activités réalisées depuis l'atelier de janvier

3.1 Ce que nous (les participants à l'atelier) avons fait depuis janvier 2011

La question « Lister les actions DPI que vous avez mis en place, à titre personnel, depuis l'atelier DPI de janvier 2011 ? » a donné lieu aux réponses suivantes :

Lister les actions

Recherche

- Je continue à faire des MTA de différents types pour lesquels nous n'avons aucun mécanisme de suivi-vérification des clauses inscrites dans ces MTA
- Participation et animation d'une conférence
- Discussions avec collègues pour mieux percevoir les différents systèmes de protection possibles, comparaison avec d'autres projets de sélection sur d'autres plantes dans d'autres pays
- Participation à l'atelier de validation du manuel de procédures d'inscription des variétés au catalogue et certification des semences d'origine végétale
- Recherche documentaire sur les DPI
- Formuler les SMTA et MTA pour envoyer des semences diverses dans différents pays de Afrique Ouest et Centrale
- Faire les démarches pour transférer la collection FFEM 1 dans la banque de gènes Icrisat Niamey

OP

- J'ai eu à échanger avec quelques membres comment nous organiser pour atteindre l'objectif visé
- Information des producteurs et autres acteurs intéressés
- Nous avons des rencontres dans les zones du projet agrobiodiversité pour expliquer qu'est ce que le DPI
- Nous avons donné l'information aux autres membres de notre organisation sur le DPI
- J'ai échangé avec l'OP sur le droit de Propriété Intellectuelle et une restitution au niveau des producteurs qui fait les tests du FFEM 2 dans ma zone
- Au retour de l'atelier-cherche le propriétaire des semences sur le cadre de groupe de recherche sur les semences au nom de la FFEM

ONG

- Le 6/06/2011, la problématique du DPI a été abordée lors de l'atelier de capitalisation des expériences en matière de conservation de biodiversité à Donentza (Mopti) par la coopérative de Siramina
- Recherche documentaire sur le DPI : la thématique étant nouveau, j'ai décidé de consulter beaucoup de sites traitant le sujet

Non identifié

- Echange avec Aboucar de l'IER sur les variétés proposées au catalogue ; échange avec Dr Djourthé (responsable Programme Sorgho IER) sur l'utilisation de Grinkan dans ces nouveaux croisements
- Consultation Internet pour la consultation de l'accord de Bangui qui a fait l'objet de discussions. Approcher la recherche pour collecter l'ensemble des variétés qui ont fait l'objet des essais et qui ont été créées lors des 2 phases du projet. Des séances de travail avec COAP pour l'organisation de l'atelier DPI d'octobre 2011.

3.2 Quelles questions nouvelles à propos des DPI nous posons-nous depuis janvier ?

Recherche

- Pas de nouvelles questions (2)
- Qui est copropriétaire d'une variété
- Comment définir des règles de copropriétés simples et équilibrées dans notre projet ?
- Comment partager les variétés de sorgho qui constituent une culture traditionnelle au Mali ?
- Utilisation des variétés collectées au Burkina Faso dans les tests FFEM 2 : est-ce qu'il faut une démarche :
 - Les variétés de la banque de « gènes » de la station de recherche Saria
 - Les variétés utilisées comme témoins dans ces tests FFEM 1
- Pour donner des variétés locales d'une banque ex-situ aux producteurs, faut-il un SMTA ?

OP

- Comment l'ensemble des acteurs autour du projet FFEM peut s'unir autour du DPI ?
- Quels sont les frais pour une inscription au catalogue national du pays ?
- Pourquoi le DPI dans le projet Agrobiodiversité ?
- Nous souhaitons que tous les membres de notre organisation comprennent bien le processus
- Comment avoir le droit de propriété intellectuelle ? Quel critère ?
- De groupe de recherche sur la semence

ONG

- Quel pourrait être l'impact du DPI tel vu par le FFEM sur le marché des semences au Mali ?
- Comment gérer la copropriété ? Les organisations impliquées dans le processus de création ayant des statuts différents (Cirad, Ier, ONG, OP) on peut s'interroger comment réussir une copropriété entre elles ?

Non identifié

- Les paysans comprennent ils la logique du projet ? Quel est leur positionnement ?
- Quelles sont les démarches à entreprendre pour aboutir à une protection ? Quels sont les types de protection et les caractéristiques de chacune ? quelles sont les démarches pour une inscription sur catalogue, quel montant et pendant combien de temps ?

3.3 Pratiques actuelles d'inscriptions

Introduction de l'exercice

Fin 2007, 58 variétés sorgho et 25 mil ont été inscrites au catalogue COAEVV au nom du Mali. Le COAEVV est un catalogue CEDEAO qui autorise la mise sur le marché des variétés enregistrées (ce qui est différent de la protection octroyée par l'OAPI qui délivre les COV et concerne donc les DPI ; il n'existe pas de catalogue OAPI). Pour homologuer :

Ici, on s'intéresse aux modalités d'inscription. On lit dans le COAEVV que ICRISAT a inscrit des variétés sorgho et mil.

- Parfois, ICRISAT inscrit en son seul nom *ICRISAT*
- parfois en tandem *ICRISAT - IER* ou *ICRISAT – CIRAD*
ICRISAT- INERA
- parfois en trio *ICRISAT – IER - CIRAD.*

D'où les questions examinées dans les groupes de travail :

- Quels avantages voyez-vous dans ces inscriptions à 2 ou 3 noms ?
- Quelles conditions ou complications au moment de faire cette inscription ? Quel coût ?
- Quand différents propriétaires s'associent, quelle règle du jeu adopter ? Quels enseignements en dégager ?
- Est-ce habituel d'inscrire avec un partenaire OP ? *Pourquoi ? Quels avantages ? Quel coût ? Quels enseignements en extraire ? Quelles recommandations ?*
- Est-ce envisageable à terme une inscription à 5, **ICRISAT – CIRAD – IER – AOPP - ONG** ?

A) Quels avantages voyez-vous dans ces inscriptions à 2 ou 3 noms ?

Groupe 1

- Partage possible des charges : inscription de protection
- Intérêt et engouement (valorisation) de chaque partenaire pour le travail accompli
- Etre a plusieurs dans le suivi de la protection
- Source de motivation pour la sortie variétale (engagement des partenaires)
- Meilleures lisibilité des activités de recherche participative

Groupe 2

Avantages

- Reconnaissance de la contribution des différents partenaires
- Renforcement de la notion de partenariat entre acteurs
- Partage des couts d'inscription

B) Quelles conditions ou complications au moment de faire cette inscription ? Quel coût ?

Groupe 1

- Transparence dans les liens partenariaux (source des collections qui sont des produits d'autres acteurs)
- Nécessité de citer nommément des provenances ou les propriétaires de la provenance des variétés utilisées dans les croisements
- Nécessité d'entente entre les partenaires (négociation des termes du partenariat et de l'usage à faire par chaque acteur) : convention préalable !!!?
- Précision de celui qui prend la direction (guidon)
- partage des coûts ou mobilisation collective des ressources nécessaires

Groupe 2

- Pas même niveau d'information sur la question
- Définition des rôles des différents partenaires
- Oui, un coût est nécessaire de façon équitable
- Transparence dans le partenariat

C) Quand différents propriétaires s'associent, quelle règle du jeu adopter ? Quels enseignements en dégager ?

Groupe 1

- Définition claire des règles du jeu depuis le départ (usage des variétés : droit d'usage et vente, etc ...)
- Transparence/
- Tolérance
- Engagement collectif (personne ne doit rester à la traine)

Groupe 2

- Partages des informations, des avantages et des risques
- Motivation et engagement des partenaires

Enseignement

Groupe 1

- La bonne connaissance de la procédure est indispensable à tout progrès dans le processus
- La valorisation de tous donne une assurance et stimule

Groupe 2 : obligation de travailler ensemble

D) ICRISAT a inscrit en trio **ICRISAT/IER/AOPP** 4 variétés (Kalaban en 2004 et Boboje, Nafalen, Toroba en 2005). **Est-ce habituel d'inscrire avec un partenaire OP ? Pourquoi ? Quels avantages ? Quel coût ? Quels enseignements en extraire ? Quelles recommandations ?**

Groupe 1

- L'inscription de variétés avec un partenaire OP par ICRISAT est une innovation
- Il est envisageable de proposer des inscriptions à plusieurs
- Recommandation :
 - large implication des différents partenaires
 - Vérifier la faisabilité au niveau des organisations en charge des inscriptions
 - Information régulière des partenaires du projet sur les évolutions de l'environnement institution et réglementaire

Groupe 2

Non, pas habituel avec un partenaire OP

- Contribution des différents partenaires à la création variétale
 - Lisibilité et visibilité des partenaires
 - Prévoir un coût pour l'inscription
 - Ex : cas AOPP, pas au courant des cas cités comme inscrits au catalogue
- Implication de tous les partenaires au début des travaux

E) Est-ce envisageable à terme une inscription à 5, ICRISAT – CIRAD – IER – AOPP - ONG ?

3.4 Conditions à remplir pour être copropriétaire des variétés

Réponses des 3 groupes de travail à la question sur la légitimité pour être copropriétaire.

	Groupe 1			Groupe 2	Groupe 3
	P	Ch	ONG		
	avoir participé à étapes 1+3+4 + avoir fourni des parents			Toute institution ayant contribué à au moins une de ces 4 étapes avec la répartition précisée ci-dessous	Avoir participé à l'étape 4 avec la répartition ci-dessous
Etap 1	XX			Apport intellectuel des chercheurs Apport savoir faire des paysans etc	
Etap 2		XX		Contribution par apport de variétés locales etc	
Etap 3	XX			Mise a disposition des terres, infrastructures, travail etc	
Etap 4	XX	XX	XX	Mobilisation personnes ayant participé aux différents ateliers etc	XXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXX
				Copropriétaires à parts égales	Pondération

Groupe 1

Pour les paysans

- Contribution à la sélection du matériel en ségrégation ; participation à la définition de l'objectif de sélection
- Participation à l'évaluation du matériel à partir des essais en champs paysans et autres tests
- Fourniture des parents des variétés créées ou en création
 - Commentaire des autres participants : faut-il remplir tous ces critères en même temps ?

Pour les chercheurs ou Institutions de Recherche

- Contribution à la sélection du matériel en ségrégation
- Participation à l'analyse des évaluations du matériel

Pour les ONG ou membres d'ONG

- Contribution à la sélection du matériel en ségrégation (encadrement, orientation ...)
- Participation aux évaluations des variétés
- Participation à l'animation de l'environnement institutionnel

➤ Commentaire du groupe : ce serait la 1ère fois qu'une ONG pourrait être copropriétaire d'une variété

Autre

- Quel statut pour les bailleurs qui financent des projets/programmes de sélection variétale ?

Groupe 2

Toute institution ayant contribué à **au moins une** de ces 4 étapes avec la répartition précisée ci-dessous

1. Etape 1

- Apport intellectuel des chercheurs
- Apport savoir faire des paysans

2. Etape 2

- Contribution par apport de variétés locales
- etc

3. Etape 3

- Mise à disposition des terres, infrastructures, travail
- etc

4. Etape 4

- mobilisation de personnes ayant participé aux différents ateliers
- etc

est copropriétaire à parts égales

Groupe 3

Avoir participé à l'étape 4 donne droit à être copropriétaire avec une répartition faisant l'objet de pondération. Etant donné le côté fastidieux de l'établissement de cette pondération, le sous groupe se prononce pour une copropriété à parts égales.

3.5 Exercice « quel système de protection intellectuelle souhaitons-nous ? »

D'abord : un retour sur les grandes notions de chacun des systèmes, avantages et limites

- a. UPOV favorise le droit des obtenteurs¹⁹
- b. TIRPAA focalise sur le droit des agriculteurs²⁰
- c. Mais UPOV n'est pas incompatible avec TIRPAA

Quelles conséquences en dégager ?

Questions

Quelle meilleure stratégie ?					
Institutions		Stratégie COV <small>OAPI/UPOV</small>	Stratégie TIRPAA	Stratégie inscription au Catalogue	Stratégie « rester dans l'informel »
OP nationales	AOPP				
	CNOP				
Recherche	IER				
	CIRAD				
	ICRISAT				
	CNRA				
Ministère					
CEMAPI					
ONG					1

Question 1

Les participants se distribuent par groupes selon l'institution d'appartenance. Ils remplissent le tableau en répondant à la question « Pour le groupe que vous représentez. Quelle est la stratégie la plus pertinente, la plus intéressante ? Argumenter.

¹⁹ Les droits des paysans n'ont jamais été appliqués. Par contre, les droits de propriété intellectuelle sur les variétés de plantes ont été renforcés pendant les années 1980 et 1990 (UPOV, Actes de 78 et 91; 94- ADPIC - Accord relatif aux aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce, de l'OMC). In Agrobiodiversidade e direitos dos agricultores. Juliana Santilli. Sao Paulo: Peiropolis, 2009.

²⁰ L'Inde n'a ratifié ni UPOV 78 ni 91. Elle a sa propre législation concernant les semences paysannes.

Résultat de l'exercice

Quelle meilleure stratégie ? : résultats des 3 groupes

Institutions		Stratégie COV <small>OAPI/UPOV</small>	Stratégie TIRPAA	Stratégie inscription au Catalogue (sans COV)	Stratégie « rester dans l'informel »
OP nationales	AOPP	X	X	X	Retenue par aucun groupe
Recherche	IER	X	X	X	
	CIRAD	X	en appui	XX	
	ICRISAT				
CNRA					
CEMAPI		X		X	
ONG				X	

12

Résumé / récapitulatif des différentes options/ stratégies

COV

- Permet la protection juridique
- Coût élevé
- N'empêche pas

TIRPAA

- Pas adapté au cas des variétés améliorées
- Pas besoin de P.I.
- Obligation de mettre à la disposition de tous
- Obligation de pourvoir à la demande y compris des multinationales
- Pas de coût financier direct

Catalogue

- Pas de P.I. (n'évite pas que quelqu'un d'autre puisse l'utiliser mais ça évite que quelqu'un d'autre la protège par un COV ; ceci exige donc de décrire, documenter, publier ses caractéristiques)
- Obligation légale pour commercialiser
- Frais (à venir)

Informel

Réponses et arguments du groupe Recherche

- COV : éviter la piraterie
- TIRPAA
 - Le pays a ratifié le TIRPAA
 - Important de s'y intéresser pour sauvegarder, faciliter l'accès aux ressources génétiques locales (non améliorées)
- Catalogue : permet de répertorier dans un document officiel le patrimoine

Réponses Cirad

- COV
 - Orientation plus commerciale
 - Développer un système commercial formel à l'avenir
- Catalogue
 - Stratégie actuelle
 - Valable lorsqu'il y a peu de chances de valorisation monétaire
 - Permet d'éviter une certaine piraterie ou de se voir confisquer du matériel
- TIRPAA
 - Ne peut se prononcer, car cette décision relève du Mali

Réponses du groupe OP

- Catalogue
 - Avoir un catalogue
- TIRPAA
 - Défend les paysans
 - Le Mali peut apporter à l'humanité
- COV
 - Défendre nos variétés contre la piraterie
- ONG
 - Favorise et permet la reconnaissance
 - Le Mali n'est pas membre de l'OAPI. Encourage la protection des variétés.

3.6 Application de la règle consensuelle de la copropriété sur un cas virtuel de variétés FFEM (Milsorecpa 1)

Caractéristiques de Milsorecpa 1:

- Origine IER Programme Sorgho puis LaboSEP
- Avec incorporation 50 % variétés locales (70 variétés paysannes issues de toutes les zones sorgho du Mali)
- LaboSEP a fait rentrer en 2005 dans FFEM au stade F4, dans 23 champs paysans, ce qui est devenu en fin de parcours Milsorecpa 1
- Une forte majorité de paysans se sont jetés sur ce Milsorecpa 1

Répartis en 3 sous-groupes, les participants répondent à des questions différentes et complémentaires.

GROUPE 1

Questions

1. Qui parmi les copropriétaires s'engage à déposer la Milsorecpa 1 auprès du Catalogue soit national et régional (COAEVV)? Quelles conditions stipulent les autres partenaires à celui qui la dépose?
2. Qui, parmi les copropriétaires, s'engage à payer les frais d'homologation et de son maintien?

Réponses

- La Recherche s'engage à déposer une inscription à plusieurs, au nom de tous (Icrisat, IER, Clrad) en prenant en compte l'exemple passé de Icrisat/ AOPP / IER
- Dans le passé, les frais étaient inexistantes. Le groupe déclare ignorer les frais à payer et ne se prononce donc pas sur cette question.

GROUPE 2

Questions

1. Qui s'engage à la déposer pour obtenir un COV de la Milsorecpa 1 auprès de l'OAPI? Argumenter. Quelles conditions stipulent les autres partenaires à celui qui la dépose?
2. Qui s'engage à payer les frais d'inscription et de son maintien pendant 10 ans ?

Réponses

- L'IER car il est reconnu comme obtenteur principal et il répond aux 2 conditions du schéma consensuel (implication dans les phases 1 et 4)
 - Il dépose en son nom propre.
 - Il faut négocier le prix des semences de base auprès des coopératives semencières, afin de compenser les efforts réalisés
- L'IER, obtenteur principal, doit-il payer ?

GROUPE 3

Questions

1. Qui s'engage à multiplier la semence de Milsorecpa 1 ?
2. Qui s'engage à commercialiser la semence de Milsorecpa 1?

3. En tant que copropriétaire, à quelles conditions vous, les copropriétaires, vous fournissez la semence de base de Milsorecpa 1 à ceux qui vous font la demande pour la multiplier et la vendre en grande quantité ?

Réponses

- Tout le monde
- Les OP, les ONG
- Besoin de fixer des royalties,
 - en fonction du cadre législatif national (être agréé²¹ par la DNA, disposer d'infrastructures, etc)
 - en prévoyant des mécanismes de reversement des royalties aux copropriétaires
 - en mettant en place un système de contrôle (quantité à produire, demande des clients, etc).

Le débat est revenu sur le niveau de rentabilité pour les coopératives de se lancer dans la commercialisation de variétés, vu leur insuffisante compétitivité, aux yeux de certains participants, vis-à-vis des variétés locales.

²¹ Voir le manuel de procédure pour connaître les conditions d'agrément, le cout, les procédures à suivre, etc.

3.7 Evaluation collective orale

Ce que j'ai retenu de la journée d'hier (mercredi 19)

- Les 2 chemins : homologation et inscription (2 fois)
- Les propositions de 3 groupes de travail sur les procédures pour être copropriétaires
- Exercice légitimité pour être copropriétaires
- Difficulté pour établir les critères de copropriété
- Idée de rechercher un consensus
- Le fonctionnement participatif de la journée pendant toute la journée
- Travailler sur les DPI requiert un fort investissement en travail (surtout avant l'atelier)
- Surpris de voir que la variété Gringkan n'est pas un résultat de FFEM
- On a parlé de transparence et de tolérance
- La production de semences et la commercialisation
- La participation des paysans à la recherche
- Tous les acteurs sont là il existe un cadre réglementaire en la matière, malheureusement méconnue et donc un besoin de communication se fait sentir clairement (même si des variétés censées être finies sont ignorées)
- Mécanismes ... pour être copropriétaire
- FFEM a beaucoup contribué à diffuser des variétés locales, même si n'a pas été à l'origine de l'étape 1 de sélection participative (pas sûr que ce soit cela l'idée)

Evaluation des 2 jours d'atelier (utilisation de l'outil SFPO²²)

SUCCES <ul style="list-style-type: none">• Beaucoup de pistes d'information• Sources d'informations claires (on sait où trouver l'information)• Responsabilisation claire du noyau DPI par rapport à la planification des activités• Effort de documentation• Clarification de concepts• Bonne restauration	FAIBLESSES <ul style="list-style-type: none">• Absence de certains sélectionneurs• Faible travail en amont de l'atelier• Absence CNRA au 2^{ème} jour de l'atelier• Manque du thé chinois le soir
POTENTIALITES <ul style="list-style-type: none">• Forte potentialité en ressources humaines mal exploitée• Conscientisation des partenaires de la complexité du sujet DPI.	OBSTACLES <ul style="list-style-type: none">• Absence de consensus stable

²² SFPO = Succès, faiblesses, potentialités, obstacles

Annexe 4 : les supports pédagogiques utilisés

Exo 2: Les questions actuelles

1. Lister les actions « DPI » que vous avez mis en place, à titre personnel, à la suite de l'atelier DPI de janvier 2011.

2. En janvier 2011, les principales questions des participants à l'atelier DPI portaient sur:

1) Tigiya Propriété , 2) Bénéfices, valorisation, exclusion et 3) variétés

Aujourd'hui au moment de démarrer le 2d atelier DPI, 9 mois après, quelles questions avez-vous sur ce thème des DPI appliqué à notre cas?

Chacun répond une phrase par réponse sur la feuille distribuée. Il la remet aux organisateurs qui feront la synthèse et fourniront les résultats en début d'après-midi

1

Application de la règle consensuelle de la co-propriété sur un cas de variétés FFEM , la Milsorecpa 1

Caractéristiques de Milsorecpa 1:

- Origine IER Programme Sorgho puis LaboSEP
- Avec incorporation 50 % variétés locales (70 variétés paysannes issues de toutes les zones sorgho du Mali)
- Labosep a fait rentrer en 2005 dans FFEM au stade F4, dans 23 champs paysans, ce qui est devenu en fin de parcours Milsorecpa 1
- Une forte majorité de paysans se sont jetés sur ce Milsorecpa 1

Règles consensuelles de co-propriété

	Recherche	OP	ONG
Scénario 1	33 %	33 %	33%
Scénario 2	60 %	20 %	20 %
Scénario 3	40 %	40 %	20 %

10

GROUPE 1

1. Qui parmi les copropriétaires s'engage à déposer la Milsorecpa 1 auprès du Catalogue soit national et régionale (COAEVV)? Quelles conditions stipulent les autres partenaires à celui qui la dépose?
2. Qui, parmi les copropriétaires, s'engage à payer les frais d'homologation et de son maintien?

GROUPE 2

1. Qui s'engage à la déposer pour obtenir un COV de la Milsorecpa 1 auprès de l'OAPI? Argumenter. Quelles conditions stipulent les autres partenaires à celui qui la dépose?
2. Qui s'engage à payer les frais d'inscription et de son maintien pendant 10 ans ?

GROUPE 3

1. Qui s'engage à multiplier la semence de Milsorecpa 1 ?
2. Qui s'engage à commercialiser la semence de Milsorecpa 1 ?
3. En tant que copropriétaire, à quelles conditions vous, les co-propriétaires, vous fournissez la semence de base de Milsorecpa 1 à ceux qui vous font la demande pour la multiplier et la vendre en grande quantité ?

11

Annexe 5 Documents en possession du Groupe malien DPI

1. Loi fondamentale du 25 février 1992
2. Loi Orientation Agricole
3. Loi nationale: loi N° 32 du 12/7/2010 relative aux semences d'origine végétale et décret 428 du 9/8/10
4. Loi 02-013 et décret 02-305 du 3/6/2002 sur règlement phytosanitaire
5. Accord portant révision de l'accord de Bangui du 02 mars 1977 instituant une organisation africaine de la propriété intellectuelle. Annexe X De la protection des obtentions végétales
6. Textes Régionaux: Cilss, Umoa, Cedeao
7. Manuel de procédure pour l'inscription des variétés au catalogue national des espèces et variétés au Mali
8. Manuel de procédure pour la certification des semences d'origine végétale et l'accréditation au Mali